**Son Excellence Monsieur Lương Cường**

Président de l'État de la république socialiste du Viêt Nam

**S/c de Son Excellence Toam Thang DINH**

Ambassadeur du Vietnam en France

61, rue de Miromesnil

75008 Paris

Email: [secretaire@ambassade-vietnam.fr](mailto:secretaire@ambassade-vietnam.fr)

|  |
| --- |
| **[Partie à remplir par l’expéditeur]**  **Nom :**  **Prénom :**  **Adresse :** |

**Objet : préoccupations concernant la condamnation du journaliste Duong Van Thai**

Monsieur le Président de la République,

À la suite d’informations reçues de l’ACAT-France, je me permets de vous écrire pour exprimer ma profonde préoccupation concernant la situation de Duong Van Thai, journaliste d'investigation et blogueur, qui a été condamné à douze ans de prison lors d'un procès à huis clos à Hanoï le 30 octobre 2024. Cette décision, qui repose sur des accusations de "propagande contre l'État", est non seulement alarmante, mais elle constitue également une violation flagrante des droits humains et de la liberté d'expression.

Duong Van Thai, reconnu pour ses enquêtes sur la corruption au sein du Parti communiste vietnamien, a été enlevé en Thaïlande en avril 2023, où il avait cherché refuge pour échapper à la répression. Son enlèvement et son rapatriement forcé au Vietnam soulèvent des questions sérieuses sur le respect des droits des réfugiés et la protection des journalistes. Les organisations de défense des droits humains, telles que Human Rights Watch et Reporters sans frontières, ont dénoncé cette condamnation comme étant absurde et ont appelé à sa libération immédiate.

Le Vietnam, en tant que partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies, a l'obligation de respecter et de protéger le droit à la liberté d'expression. La répression systématique des journalistes et des défenseurs des droits humains dans votre pays est inacceptable et doit cesser. Les journalistes, comme Duong Van Thai, jouent un rôle essentiel dans la société en informant le public et en dénonçant les abus de pouvoir.

C’est la raison pour laquelle je vous exhorte, Monsieur le Président, à prendre des mesures immédiates pour libérer Duong Van Thai et à garantir la protection des droits fondamentaux de tous les citoyens vietnamiens. La liberté d'expression est un droit universel qui doit être respecté et protégé.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à cette demande urgente et vous prie d’agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.